

Conseil Départemental du Val-de-Marne
Séance plénière du 26 mars 2018
Budget Primitif 2018

Intervention d'Olivier CAPITANIO
Président du groupe « Les Républicains – Val-de-Marne
***Autrement* »**

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président,
Chers collègues,

Le projet de budget qui nous est présenté aujourd'hui repose très clairement sur un équilibre budgétaire pour le moins précaire, très loin de l'optimisme affiché par l'exécutif départemental.

Ce budget que vous présentez comme un « budget de maîtrise des équilibres financiers : renforcement de l'épargne brut, amélioration de nos grands ratios, et maîtrise du recours à l'emprunt » ne nous rassure absolument pas.

D'abord, parce que pour parvenir à cet équilibre budgétaire que vous décrivez, vous avez augmenté le taux d'imposition sur le foncier bâti de 3%.

C'est la seconde augmentation d'impôts de la mandature puisque déjà en 2016, vous aviez été contraints d'augmenter la fiscalité de 5,8%.

Deux augmentations d'impôts en trois ans, contrairement aux promesses des candidats du Front de gauche pendant la campagne ! Ce sont désormais les Val-de-Marnais qui paient l'addition...

S'agissant de la fiscalité départementale, vous n'avez pas été les seuls à augmenter les impôts, c'est vrai. En 2016, 35 départements ont augmenté leur taux d'imposition.

Pour vous rassurez, car comme on dit « Quand je me regarde, je me désole ; quand je me compare, je me console », vous écrivez qu'en 2017, le taux d'imposition moyen pour les départements de plus d'un million d'habitants était de 14.08%.

Soit ! Mais en 2017, le taux moyen d'imposition pour les Département de la région Ile-de-France était de 13.24%.

Malgré une augmentation conséquente en 2016 le taux d'imposition des Yvelines reste en deçà du notre (12.58%), alors que le département des Hauts-de-Seine a réussi cette année encore à maintenir un taux de taxe foncière stable (7.08%).

Ce choix est par ailleurs très regrettable au regard de deux éléments d'actualité :

- D'abord parce qu'avec ce choix, **vous vous rendez complice du matraquage fiscal décidé par le Gouvernement et qui pèse fortement sur nos concitoyens.**

Cette année, malgré les promesses du candidat Emmanuel Macron dans son programme électoral de « soutenir le pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires et des plus modestes », la réalité est toute autre :

- Un choc fiscal de 4.5 Mds € : 8 impôts nouveaux dont l'augmentation de la CSG qui pèse lourdement sur le pouvoir d'achat des retraités.
 - Plus l'augmentation de produits du quotidien (timbres, carburants, forfait hospitalier, tabac, autoroute...).
- Votre choix d'augmenter la pression fiscale est aussi regrettable à l'heure où nous menons un combat pour démontrer l'utilité du département, dans lequel nous avons besoin de l'adhésion des Val-de-Marnais. Cette décision qui risque d'être impopulaire et on le comprend, n'est pas franchement la bienvenue et la plus judicieuse.

Le deuxième élément d'inquiétude, c'est que cet équilibre budgétaire que vous nous vantez repose sur des éléments conjoncturels qui pourraient ne pas durer comme la légère baisse des AIS ou la quasi stabilisation de la DGF après des années consécutives de baisse.

Précisons à ce sujet que si pour la collectivité la DGF a baissé de 39% entre 2014 et 2017, ce qui est beaucoup évidemment, cette baisse demeure limitée par rapport à celle qu'a connue par exemple le département des Hauts-de-Seine, dont la DGF a été réduite de près des 2/3 ou encore celui des Yvelines dont la DGF a quasiment été supprimée par le Gouvernement, puisqu'elle a été amputée en 4 ans, de 86%.

Troisième élément d'inquiétude, le fait que cet équilibre budgétaire repose sur des DMTO en forte hausse.

Nous le disions lors de l'examen du rapport d'orientations budgétaires en février dernier, si les finances départementales restent encore avec difficultés à flot, c'est essentiellement grâce à la manne des droits de mutation, qui ont connu une forte hausse (+ 20,8% entre 2016 et 2017). Ce qui correspondait à 18 points de fiscalité sur le seul exercice 2017.

Mais chacun sait combien les droits de mutation peuvent être fluctuants.

Alors que 2017 a été une année très dynamique, les professionnels de l'immobilier relèvent un coup de frein non négligeable en ce début d'année. En effet, comme le révèle par exemple Challenges, au cours des trois derniers mois, le nombre de compromis de ventes signés a baissé de près de 11%.

Or, vous prévoyez pour ce projet de budget, une augmentation des DMTO de près de 35M€ par rapport à 2017, soit une évolution de 12.54%. C'est une prévision très optimiste alors que beaucoup de collectivités ont choisi sur ce sujet la prudence.

Un ralentissement du marché de l'immobilier dans le Val-de-Marne, comme il est remarqué actuellement au niveau

national aurait un impact extrêmement sévère et immédiat pour les finances du département.

Quatrième sujet d'inquiétude, la dette du Département, qui n'a cessé d'augmenter ces dernières années.

Au 31 décembre dernier, l'encours total de la dette du Département s'établissait à **986.7 M€**.

Ainsi l'encours de la dette par habitant se porte aujourd'hui à 650 €, c'est 140 € de plus que la moyenne nationale !

Et cette fuite en avant n'est pas prête de s'arrêter puisque dans le budget que vous présentez, le besoin de financement par emprunt s'élève à **148.5 M€**.

Sur le papier, le besoin d'autofinancement par l'emprunt est certes en baisse par rapport au BP 2017 (- 17.5 M€), mais ce qui me frappe c'est que dans le même temps, vous êtes dans l'obligation d'avoir recours un à une ligne de trésorerie fortement en hausse par rapport au BP 2017. Celle-ci augmente de 58.8% pour se porter à plus de 108 M€.

Curieusement c'est un aspect des choses qui n'est absolument pas explicité dans le rapport de présentation que vous portez à notre connaissance.

Ceci nous laisse à penser que notre trésorerie a connu une forte dégradation au cours de l'exercice écoulé.

Et enfin cinquième et dernier sujet d'inquiétude, le fait que cet équilibre budgétaire ne repose pas sur une politique claire, assumée et pérenne de baisse de nos charges de personnel mais bien sur une baisse des subventions aux communes et aux associations.

En effet, lors de la commission des Finances il nous a clairement été indiqué que des activités auparavant exercées par du personnel départemental seraient désormais externalisées, comme par exemple l'entretien des locaux départementaux, le

Département souhaitant se recentrer sur les métiers de sa compétence.

En conséquence, cela signifie que **les postes budgétairement autorisés resteront constants mais qu'en même temps, les charges à caractère générale augmenteront !**

Cette année, elles augmentent déjà de plus de 11 M€, soit 9%.

Cette fuite en avant n'est pas tenable !

Alors que le Département du Val-de-Marne, comme le relève la Chambre régionale des Comptes est un département « sur-administré » cette volonté revendiquée de n'engager aucune réflexion sur le nombre d'agents de notre collectivité est à nos yeux une erreur grave.

Dans le contexte actuel des finances publiques, la poursuite de cette politique vous conduira nécessairement, années après années, à réduire drastiquement des dépenses utiles aux Val-de-Marnais.

C'est le choix que vous faites à nouveau en 2018.

Après avoir en 2016 :

- ⇒ supprimé les aides aux investissements pour les Communes,
- ⇒ réduit de 10% les subventions aux associations,
- ⇒ baissé de 40% la bourse pour la formation aux métiers de la petite enfance,
- ⇒ ou encore diminué de 1 M€ la dotation aux collèges publics et notamment ceux classés en Réseau d'Education Prioritaire (REP),

Votre budget 2018 acte de nouvelles coupes sombres :

- ⇒ **Baisse de près de 20% des subventions d'équipement versées.**
- ⇒ **Baisse de 18% des subventions de fonctionnement.**

Ces mesures ne sont pas neutres puisqu'elles toucheront les subventions versées aux communes et les subventions versées aux associations.

Lors de la commission des finances, on a bien essayé de nous expliquer que la baisse des subventions aux associations s'expliquait principalement par un changement d'affectation de la dépense liée à Filival (transport des personnes en situation de handicap) qui s'effectue désormais par un marché public et non plus par une subvention.

Mais le compte n'y est pas et la **baisse des subventions à la vie associative s'élève toujours à 4 M€ !**

Même avec la suppression du financement de la Biennale des poètes (170 000 euros), la dissolution de l'Agence de développement (600 000 €), la cessation d'activité de Réseau musique 94 (129 000) et la baisse de subvention à l'amicale des conseillers généraux (50 000 €), le compte n'y est toujours pas et j'ai bien peur, compte-tenu du flou qui règne dans ce rapport, que les Val-de-Marnais apprennent de nouveaux à leurs dépens cette année que contrairement à vos engagements de campagne, la vie associative est bien l'une de vos variables d'ajustement !

Et cela continuera inlassablement à être le cas tant que vous n'engagez pas les réformes nécessaires pour sortir de l'impasse budgétaire dans laquelle nous nous trouvons, malgré vos discours optimistes.

L'impasse financière dans laquelle nous nous trouvons nécessite des décisions bien plus courageuses que les bricolages que vous nous proposez d'année en année, et dont les Val-de-Marnais sont les premières victimes.

Cette situation, nous ne l'acceptons pas et nous vous exhortons, une nouvelle fois, fidèles et cohérents avec nos engagements auprès des Val-de-Marnais, à baisser les dépenses de

fonctionnement à travers la mise en place d'un Plan pluriannuel de fonctionnement.

Nous le répétons – puisqu'il est coutume de dire que la pédagogie est dans la répétition ! - dire cela, ce n'est pas attaquer les agents. Bien au contraire, c'est faire preuve de responsabilité et du devoir de vérité vis-à-vis d'eux.

A titre indicatif, et nous l'avons rappelé ici à plusieurs reprises, l'application réelle des 1607 heures de travail annuelles représenterait pour notre collectivité une marge de manœuvre financière de 21 M€ ! (Soit 7 points de fiscalité). Peut-être est-il temps de sortir du dogmatisme pour tenir enfin un discours de vérité ?

Monsieur le Président, nous le redisons : ce budget est d'une fragilité absolue sur le plan des équilibres financiers.

Malgré votre optimisme affiché :

- c'est un budget qui ne permet pas de sortir de l'impasse budgétaire que laquelle nous nous trouvons,
- et c'est un budget de renoncement, loin très loin des engagements que vous avez pris devant les Val-de-Marnais en 2015.

Je vous remercie.

Olivier CAPITANIO

*Président du groupe Les Républicains – Val-de-Marne
Autrement*